

(NON-)LIEU DE MÉMOIRE

Sur le fil du rasoir

Bernard Thomas

Il y a exactement 90 ans, le 28 septembre 1919, les Luxembourgeois-e-s étaient convoqués pour se prononcer, par voie de référendum, sur l'avenir de la monarchie. Cette date marque le début de la véritable indépendance du Luxembourg. Retour sur une date qui n'a pas fait date.

« L'année 1919, la plus périlleuse de l'histoire du Luxembourg », écrivait, non sans quelque pathos, le juriste Christian Calmes en 1979. Il n'avait pas tort ; à la fin de la Première Guerre mondiale, le vieux monde - et avec lui le grand-duché de Luxembourg - se désaxe et est projeté dans le XX^e siècle (voir woxx 988). Dans un climat social et politique volatile, l'histoire s'accélère, devient frénétique : en novembre 1918, des soviets se constituent, un peu partout des grèves éclatent (entre 1919 et 1920, on en compte pas moins de 27), à la Chambre des Députés une motion en faveur de la république est presque adoptée (il manque trois voix à une majorité absolue), les forces armées entrent en mutinerie, et l'après-midi du 9 janvier 1919, en pleine place Guillaume, la république est proclamée. Mais les troupes françaises - le maréchal Foch avait établi son QG à Luxembourg - interviennent ; officiellement pour permettre la circulation des trams. Le lendemain, la grande-duchesse Marie-Adélaïde abdique, principalement sous la contrainte des

puissances alliées, mais aussi en partie à cause de la pression de la rue.

C'est une époque virulente et passionnée, et l'on peut en entendre l'écho dans la presse de l'époque. Ainsi, le jour de la Saint-Nicolas de l'année 1918, le Escher Tageblatt écrivait : « Werden wir dilettantenhaft so weiter leben, ohne Hoffnung, ohne Ideal, ohne jene großen Schwingungen, die durch die Seelen großer Völker gehen? Gewiss, dilettantenhaftes, faules Geniessertum bei erträglichem Einkommen kann bei uns gedeihen ... behagliches Parasitentum. » Le lendemain, le Tageblatt était on ne peut plus explicite : « Nun gibt es aber nur eine Umorientierung. Es ist der Anschluss an Frankreich. »

Par la grâce du Peuple

Pour canaliser l'ardeur populaire, le gouvernement d'union nationale d'Emile Reuter (Rechtspartei - qui, en 1944, deviendra le CSV) est disposé à faire des concessions : la journée de huit heures sans perte de salaire est introduite en hiver 1918 et, en mai 1919, le Rechtspartei, ensemble avec les socialistes et contre les voix des libéraux, introduit le suffrage universel. Tous les hommes et toutes les femmes âgés de 21 ans et de nationalité luxembourgeoise ont désormais le droit de vote. Mais pour sortir de la crise institutionnelle, le gouvernement se risque à un coup de poker : le 13 novembre 1918, il annonce la te-

nue prochaine d'un référendum sur l'avenir économique et institutionnel du pays.

Le Luxembourg, à la recherche d'une légitimité politique, n'avait d'autre choix que de s'inscrire dans la nouvelle référence européenne qu'était le principe wilsonien. Ce principe tendait dans ses effets vers la création d'un continent bien proprement divisé en Etats territoriaux cohérents, chacun d'eux étant habité par une population distincte, homogène sur le plan ethnique et linguistique et avec une volonté politique claire. Dans ce contexte, la souveraineté exercée « par la grâce de Dieu » avait perdu de son éclat, d'autant plus que, d'après des rumeurs persistantes, la souveraine Marie-Adélaïde s'était montrée proche du « boche ».

Mais le peuple accorda sa grâce à une maison dynastique en péril. Le 28 septembre, sur les 90.811 votants, ils étaient 77,8 pour cent à voter en faveur du « maintien de la grande-duchesse régnante Charlotte », 19,7 pour cent à voter pour « l'introduction du régime républicain » et 28 pour cent à s'abstenir, suivant en cela la consigne de vote des socialistes et des libéraux.

Or, cette date n'a pas fait date. Le silence dont les épisodes de 1919 font l'objet est stupéfiant. Comment cela s'explique-t-il ? Tout d'abord, l'année 1919 est une blessure narcissique pour l'appareil d'Etat luxembourgeois. Négociations secrètes avec la France,

irrédentisme et annexionnisme belges, procès pour « germanophilie », les ministres luxembourgeois passent leur temps dans les anti-chambres des vainqueurs à Versailles. Expérience honteuse et humiliante qu'il est difficile d'insérer dans la trame narrative politiquement correcte de la « Manifest Destiny » européenne du Luxembourg.

Ensuite, y a-t-il vraiment lieu de célébrer l'anniversaire d'un suffrage universel, qui, dans les faits, ne l'est plus ? Aujourd'hui, presque la moitié des résidents et les deux tiers des salariés du Luxembourg sont de facto exclus du processus décisionnel politique. Les réflexions faites par Nicolas Welter, qui écrivait en 1912 : « Il semble inexplicable que le pays de Luxembourg, dont on vante le caractère démocratique soit à peu près le seul pays de l'Europe où le peuple forme une masse de parias politiques », prennent aujourd'hui une résonance singulièrement contemporaine, bien qu'elles datent d'il y a un siècle.

Enfin, autre explication du silence : il faut bannir le souvenir de la discorde. Une amnistie a été décrétée par une histoire nationaliste, d'Etat presque, qui s'écrivait à la première personne du pluriel et produisait un discours bien ficelé mettant en avant une image d'Epinal d'un peuple luxembourgeois uni et soudé derrière le trône et l'autel. Or, en 1919, le peuple luxembourgeois est divisé : cantons ruraux contre agglomé-

Sad-Eyed Lady Marie-Adelaïde
(1894-1924): un regard
« fin de siècle » comme
disent les Allemands.



PHOTO : WIKIPEDIA

rations industrielles, profiteurs de la guerre contre victimes de la vie chère, monarchistes catholiques contre républicains laïques, bourgeois contre ouvriers. Dans son « Histoire du Luxembourg », Gilbert Trausch parle de « haines inexpiables » qui se seraient manifestées pendant cette époque, pour louer quelques pages plus loin l'effet de « choc purificateur » de la crise. Purification qui fournirait les fondements du « bon ordre » et de « l'esprit d'union » avec lesquels les Luxembourgeois auraient abordé « la terrible épreuve de la Seconde Guerre mondiale ». Amen !

Avec la lucidité que donne la distance, on peut observer comment se cristallisent durant la crise de 1919 les paramètres d'un paysage politique luxembourgeois, avec ses consensus, ses lignes de fractures et ses tabous qui, grosso modo, continuent à déterminer le débat politique jusqu'à aujourd'hui. Le sens étymologique du mot de crise nous le suggère ; le terme grec de krisis désigne le moment où quelque chose bascule, où une décision est prise. La crise implique donc une sortie du chaos et de l'imprévisible et un retour à un quotidien, à un « ordre » réaménagé.

Ce nouvel ordre sera catholique, nationaliste et dynastique. On passe d'une hégémonie libérale à une hégémonie d'une droite catholique, droite catholique qui restera le pivot central des gouvernements (à l'exception de 1925-1926 et de 1974-1979). Le Rechts-

partei découvre le nationalisme et la dynastie le catholicisme, et toutes les deux le nationalisme. A gauche, on assiste à la formation d'un « bloc de gauche » entre les libéraux et les socialistes que tout divise sauf l'anticléricalisme qui cimente cette curieuse union.

Pour voir apparaître un syndicalisme adouci, de concertation, il faut attendre l'amère défaite de la grande grève de mars 1921. Pour venir à bout des occupations d'usines, il faudra non seulement un lock-out généralisé, l'établissement de listes noires et l'intervention de troupes françaises mais aussi le refus du LCGB et des cheminots de se solidariser avec les grévistes. Fin 1922, la paix sociale est établie. Dès lors régnera l'esprit du « dialogue social » qui s'incarnera notamment en 1977 dans la tripartite.

La république invisible

Faut-il donc tirer le rideau sur les événements de 1919 ? Au Luxembourg, la grande tragédie révolutionnaire a-t-elle tournée en simple farce ? C'est en tout cas l'impression que l'on gagne à la lecture des livres d'histoire et des manuels scolaires. Mais en dessous du cadavre sec de l'histoire nationale exhibée par l'Etat, grouille une histoire vivante, troublée et ambivalente.

Tout d'abord, la victoire du vote dynastique était beaucoup moins unanime que ne le laisserait supposer la

statistique globale. Mais le diable est dans les détails. La victoire de la monarchie était avant tout une victoire rurale. Dans les concentrations urbaines par contre, la chose était moins évidente. Esch-sur-Alzette et Rumelange votèrent à majorité pour la république. Jusqu'en 1925, à l'occasion de l'anniversaire de la grande-duchesse, le drapeau rouge était hissé à l'Hôtel de Ville d'Esch. A Luxembourg, Differdange, Diekirch, Ettelbrück et Echternach, ils étaient en moyenne plus d'un tiers à se prononcer pour une forme républicaine de gouvernement.

Encore récemment, les sociologues et politologues se sont étonnés de la continuité qui relie à travers les décennies les trois référendums de 1919, 1937 et de 2005. Les communes ouvrières du Sud qui avaient voté massivement pour la république et qui ont su faire barrage à la loi muséenne (officiellement : « loi d'ordre »), se retrouvaient plus d'un demi-siècle plus tard parmi les frondeurs du « non » au Traité constitutionnel.

Ben Fayot, dans son livre sur les « quatre référendums » (celui de 1919 compte pour deux car il posait également la question de l'union

douanière), avance l'hypothèse du « Minettsdapp » grande gueule, porteur inconscient d'un « radicalisme ancien » : « Si la structure sociale typique a changé et s'est alignée sur celle des autres régions, il reste l'esprit du Sud, frondeur, au franc parler qui ne s'en laisse pas compter, la méfiance vis-à-vis des « gros » et « des profiteurs » de la capitale (...). Même sans une force communiste importante, l'esprit d'opposition se pérennise dans la culture politique ».

1919, 1937, 2005 : les trois référendums ont à chaque fois agi comme un révélateur rendant brièvement visibles la géographie sociale et politique d'un autre Luxembourg. L'histoire de ce pays-là reste à écrire.